

La Thaïlande déchirée entre le rouge et le jaune

Par François Hauter, envoyé spécial à Bangkok – Le Figaro
14/11/2008 | Mise à jour : 23:09 |



Aujourd'hui, la ville et le pays vaquent à leurs affaires, comme si la politique n'avait plus d'importance. Crédits photo : AFP

La démocratie thaïlandaise est menacée par l'affrontement entre l'ex-premier ministre Thaksin et l'Alliance populaire pour la démocratie soutenue par des généraux extrémistes.

Vous cherchez le porte-parole du gouvernement ? Avancez jusqu'au parking du retour des voitures de location, et en face, il sera à l'étage, dans les vieux bureaux de Thai Airways...». Réfugié dans l'ancien aéroport de Bangkok, le gouvernement thaïlandais n'en mène pas large. C'est la chienlit au royaume du Siam.

Imaginez François Fillon, Bernard Kouchner et Rachida Dati réfugiés dans les couloirs du Bourget, sans cartes de visite, car des manifestants venus occuper Matignon, le Quai d'Orsay et la Place Vendôme ne leur auraient même pas laissé le temps d'emmener l'indispensable. «C'est très désagréable de travailler ici», s'exclame la charmante assistante du porte-parole, en évitant élégamment un cafard qui fonce sur le sol d'une ex-cantine des bagagistes, devenue cafétéria des ministres, des hauts fonctionnaires, de l'élite de l'administration thaïlandaise.

La politique, «une porcherie»

Quinze kilomètres plus loin, en plein centre de Bangkok, le quartier de la Government's House, avec ses parcs, ses larges avenues ombragées par d'admirables frondaisons, ses ministères élégants, est transformé en un terrain de camping, une foire à Neuneu, avec des toilettes de campagne, des cantines roulantes, des stands de brochettes, des barricades de pneus, des haut-parleurs crachant non-stop des harangues enflammées, et des tentes multicolores sous lesquelles des grands-pères et des adolescents boutonneux, des mammas et des bimbos font des toilettes de chat, à même le gazon.

Après deux morts, onze blessés, des centaines de recours judiciaires, presque six mois d'affrontements directs, les manifestants et les hommes politiques sont exsangues en Thaïlande. Le bras de fer entre des protestataires qui ne s'appuient sur aucune majorité électorale et un gouvernement manipulé depuis Londres par un ex-premier ministre, condamné à deux ans de prison ferme, n'aboutit à rien, sinon à effrayer quelques touristes.

La ville et le pays vaquent à leurs affaires, comme si la politique n'avait plus d'importance. Les généraux, las de reprendre le pouvoir sans avoir l'expérience nécessaire pour gérer une nation moderne, ne sortent plus de leurs casernes. Le roi, Bhumibol Adulyaadej, sur le trône depuis six décennies et vénéré par les soixante-dix millions de Thaïlandais comme un dieu vivant, passe le plus clair de son temps dans son palais de Hua Hin, à 230 kilomètres au sud de Bangkok : son rôle n'est pas de descendre dans l'arène politique, puisqu'il est le seul point de ralliement des Thaïlandais. Il n'est que le souverain d'une monarchie constitutionnelle.

Après dix-huit coups d'État et autant de Constitutions durant les soixante-cinq dernières années, la démocratie thaïlandaise tourne en rond, elle se cherche, encore et toujours. Elle nous rappelle qu'aucune nation n'échappe à la séquence des expériences pénibles, pour régler l'horloge délicate de son propre modèle démocratique.

Le cas de la Thaïlande est passionnant, car il illustre la difficulté de faire émerger la démocratie, en Asie. Comment passer des sociétés inégalitaires de la région, d'essence confucéenne, à des communautés de citoyens libres et égaux en droits ? Le basculement, douloureux, s'opère cependant, parce que la Thaïlande, comme les autres grands pays d'Asie du Sud-Est, est entrée activement dans le capitalisme depuis un demi-siècle, et que le décalage entre une économie sophistiquée et une organisation sociale telle que nous l'avons connue au Xe siècle, en Europe, ne peut plus rester béant. D'où, à Bangkok, une sorte d'«accélération de l'histoire» locale, ponctuée d'événements dramatiques, de coups d'État, d'élections contestées et de manifestations sanglantes. L'avènement aussi de dirigeants cyniques et dévoyés, ou d'aventuriers illuminés, qui exploitent outrageusement les failles des régimes parlementaires et font l'actualité du moment, chaotique. Dans l'esprit des populations asiatiques, l'exercice de la politique n'est pas un métier respectable. Elle est synonyme de prébendes et de malhonnêtetés. «Je ne vois pas pourquoi j'irai descendre dans une porcherie», dit abruptement Korbsook Iamsuri, une femme d'affaires, pour expliquer qu'elle ne se présentera jamais devant des électeurs. Dans cette société où les votes s'achètent, c'est l'ancien premier ministre Thaksin Shinawatra, qui a poussé le modèle de la corruption à de telles extrémités que la situation dans le pays est devenue explosive.

M. Thaksin, un populiste cynique, teigneux, grand ami de la Chine et de la junte birmane, est une sorte de Berlusconi, le côté farfelu en moins. Ancien policier, il a fait fortune en vendant des ordinateurs, puis des téléphones portables, cela grâce évidemment à ses relations dans l'administration. Pur produit du système liant toujours affaires publiques et privées, il a illustré sa devise («la démocratie est un moyen, pas une fin») en multipliant sa fortune par quatre pendant qu'il

était au pouvoir, entre 2001 et 2006. «Thaksin a poussé la corruption trop loin. Il a été condamné à deux ans de prison, et il n'accepte pas le verdict», constate Saikwan Preasunan, une femme d'affaires. Saikwan, comme toute l'intelligentsia thaïe, déteste que M. Thaksin, depuis son refuge londonien, tire encore les ficelles de la politique locale, en disposant d'un gouvernement à sa botte, à Bangkok.

Mais que faire légalement contre lui ? Son parti ne dispose-t-il pas d'une majorité des élus du peuple, au Parlement ? N'a-t-il pas rassemblé le 1er novembre dernier, 80 000 de ses supporters dans un stade, en les affublant tous d'une chemise rouge, et en se présentant à eux, par le biais d'une vidéo depuis son exil, comme la victime d'un système judiciaire chapeauté par le souverain ? Un discours sur le mode : «Ils veulent me jeter deux années en prison, alors que j'ai tant fait pour vous !»

Face à une majorité de Thaïlandais fascinés par un Thaksin Shinawatra tyrannisant la démocratie thaïe en la dévoyant (et qui veut récupérer, en rentrant dans son pays, deux milliards de dollars de sa fortune bloqués en Thaïlande), voici maintenant la tyrannie d'une minorité, celle d'un mouvement intitulé Alliance populaire pour la démocratie (PAD).

Son animateur principal, M. Sondhi, est un milliardaire, un ancien ami de M. Thaksin. «Moi, je mets le feu», nous dit M. Sondhi, dans sa villa encombrée d'œuvres d'art. Le 26 août dernier, ce personnage inspiré qui évoque volontiers les «démons» pour mettre du piment dans ses discours, envoyait le PAD à l'assaut des bâtiments officiels, et installait sa chaîne de télévision au milieu des manifestants. Ce programme tient en haleine un million de téléspectateurs quotidiennement, en diffusant depuis les palais gouvernementaux occupés, un reality show sur la révolution en marche, c'est-à-dire une dénonciation féroce du gouvernement élu. Le PAD, soutenu par la reine et certains généraux extrémistes, a habillé ses fanatiques de chemises jaunes. Le jaune est la couleur du roi. Le PAD n'hésite pas à jouer avec le feu : il instrumentalise le roi.

Vers une guerre civile ?

À l'ancien aéroport de Bangkok, nous demandons au porte-parole du gouvernement, qui longtemps a dirigé les chemises rouges, pourquoi les autorités thaïes, lorsqu'elles ont lancé (sans succès) la police contre les «chemises jaunes», ont utilisé de meurtriers gaz lacrymogènes «made in China» plutôt que des pompes à eau. «La municipalité ne nous a pas prêté les voitures des pompiers», répond-il. Et pourquoi le gouvernement thaï ne coupe-t-il pas l'eau et l'électricité aux manifestants du PAD, qui occupent indûment les bâtiments officiels ? «Ils sont riches, ils ont des générateurs», répond ce M. Nattawut Saikuer, qui ne cache même plus l'impuissance des autorités. Le tragique de cette situation est que la haine ne fait que grandir entre rouges et jaunes, alors que le souverain se fatigue, et que chaque camp, anticipant l'affaiblissement de la monarchie, fourbit ses armes. «La situation la pire serait le déclenchement d'une guerre civile dans l'année à venir», dit le Dr Prinya, de la faculté de droit de l'université Thammasart. La Thaïlande n'a connu jusqu'à ce jour que des dictatures issues de coups d'État. Ou des gouvernements corrompus issus d'élections. Il lui reste bien peu de temps pour tirer les leçons des erreurs du passé.